

*Article 31 du Règlement***VIA RAIL****LA RÉDUCTION DES SERVICES**

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, depuis que le ministre des Finances a annoncé la réduction de 1,2 milliard de dollars en cinq ans du budget d'exploitation de VIA Rail, les Canadiens se sont prononcés vigoureusement contre toute réduction des services de VIA Rail.

Jusqu'ici, le premier ministre et le ministre des Transports ont reçu ou recevront bientôt, comme on le leur a appris, plus de 300 000 cartes, lettres et signatures sur des pétitions de la part de Canadiens qui appuient VIA Rail. Et encore, il ne s'agit que de ceux dont nous sommes au courant.

Plus de 300 municipalités nous ont également fait savoir, à mon collègue, le député de Sault-Sainte-Marie, et à moi, qu'elles avaient adopté des résolutions appuyant VIA Rail. Beaucoup de ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité, ce qui montre la profondeur de l'attachement des Canadiens à la société ferroviaire.

Etant donné ces manifestations massives d'appui à l'endroit de VIA Rail, j'exhorterai le ministre des Transports à recommander au Cabinet non seulement de ne pas réduire le financement de VIA Rail mais encore de l'augmenter à un niveau acceptable pour faire entrer cette société dans le XXI^e siècle.

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA**FÉLICITATIONS POUR LE RÉSEAU NEWSWORLD**

M. Geoff Scott (Hamilton—Wentworth): Monsieur le Président, la programmation automnale à la télévision réservait une surprise de taille aux Canadiens. La chaîne de nouvelles du réseau anglais de Radio-Canada, *Newsworld*, a vu le jour et diffuse, en dépit de petits problèmes occasionnels, depuis le 31 juillet. On ne peut que s'émerveiller du professionnalisme avec lequel un personnel de 190 membres a pu monter un réseau diffusant en permanence uniquement des nouvelles de Terre-Neuve et du Labrador jusqu'à la côte ouest et, le mois prochain, jusqu'à Yellowknife.

En dépit de petits problèmes d'ajustement, *Newsworld* diffuse de bureaux régionaux des émissions nationales produites dans les régions, ce qui est un net changement par rapport aux réseaux dirigés du sud de l'Ontario.

Le téléspectateur est transporté électroniquement à travers plusieurs fuseaux horaires et peut ainsi voir en direct des reportages sur l'affaire de l'orphelinat de Mount-Cashel, à Terre-Neuve, l'écrasement d'avion à Dryden, en Ontario, l'horrible drame de J.J. Harper, à

Winnipeg, le scandale Pattie Starr, à Toronto et, bien sûr, la Chambre des communes, monsieur le Président. Ce réseau existe, c'est merveilleux et on en devient vite un inconditionnel.

Newsworld montre le Canada aux Canadiens et, en tant qu'ancien radiodiffuseur du secteur privé, je suis heureux de féliciter le réseau anglais de Radio-Canada d'avoir mis sur pied ce service qui est, dans le plein sens de l'expression, un service national.

* * *

LES FINANCES**LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Il y a environ un mois, monsieur le Président, une centaine de propriétaires de petites entreprises de Windsor, en Ontario, se sont réunis et ont décidé de payer eux-mêmes une page publicitaire dans le *Windsor Star* pour exprimer leur opposition à la taxe sur les biens et services proposée par le gouvernement conservateur. L'annonce comprenait des coupons que les gens pouvaient envoyer au gouvernement sous forme de pétitions, dans les termes suivants: «M. Wilson, nous soussignés sommes fortement opposés à votre nouvelle taxe de 9 p. 100 sur les biens et services. Mettez fin aux attaques fiscales de Wilson. Nous en avons assez des taxes».

En moins de trois ou quatre jours, j'ai reçu environ 2 400 coupons adressés à M. Wilson, et mon collègue de Windsor—Sainte-Claire en a eu autant. Malheureusement, ces coupons ne peuvent pas être déposés à la Chambre sous forme de pétitions. Mais je demande au gouvernement de les traiter comme des pétitions et d'y répondre favorablement. Je vais les transmettre au ministre des Finances. Je lui demande, ainsi qu'au gouvernement, de prêter l'oreille aux voix de ces Canadiens et à celles des gens de Windsor et de retirer cette taxe avant qu'elle ne cause un tort irréparable au pays.

* * *

L'AVORTEMENT**ON DEMANDE L'ADOPTION D'UNE LOI**

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Monsieur le Président, dans ma circonscription d'Elk Island, comme d'ailleurs, dans tout le pays, les Canadiens sont d'avis qu'il faut adopter au Canada une loi tendant à limiter le nombre d'avortements. En tant que députés, il nous incombe d'aborder de façon sensée la question de l'avortement.

Pour être adoptée dans cette enceinte, une loi sur l'avortement doit s'appuyer sur deux éléments fondamentaux; il faut d'une part se préoccuper véritablement